

Congo : Gaborone veut des pressions internationales

Congo-Kinshasa Le Botswana, exemple de démocratie sur le continent, stigmatise les dirigeants qui refusent de quitter le pouvoir.

Dans un communiqué publié lundi, le ministère botswanais des Affaires étrangères a demandé *"plus de pression"* sur Kinshasa de la part de la communauté internationale, au lendemain de la répression sanglante de la troisième marche pacifique des chrétiens. Les marcheurs rejettent la volonté du président congolais hors mandat Joseph Kabila de s'incruster au pouvoir.

Evoquant les dirigeants qui *"ont recours à des mesures telles que retarder la tenue des élections ou amender la Constitution pour effectivement étendre leur mandat"*, Gaborone souligne *"l'aggravation de la situation humanitaire"* au Congo *"principalement parce que son dirigeant a persisté à retarder les élections et a perdu le contrôle de la sécurité"* du pays. Le Botswana presse donc *"la communauté internationale de faire plus pression"* sur les dirigeants congolais pour qu'ils cèdent le pouvoir.

Ce communiqué du Botswana – respecté en raison de sa bonne gouvernance et de sa démocratie – est diffusé au lendemain d'une nouvelle répression sanglante de la marche pacifique des chrétiens à l'issue de la messe, dimanche au Congo. Un jeune homme de 21 ans a été tué à Mbandaka (Equateur, nord-ouest du pays) *"par un garde fluvial qui n'avait rien à voir avec le maintien de l'ordre"*, a indiqué le porte-parole des évêques congolais, l'abbé Donatien Nshole. Et un chercheur en politique internationale de 36 ans, activiste de la société civile, Rossy Mukendi Tshimanga, a été tué par le tir *"à bout portant"* d'un agent, dans l'enceinte de la paroisse St-Benoît à Lemba (Kinshasa), selon le frère de la victime, qui était à ses côtés lors du meurtre.

Les autorités font semblant de ne pas être informées

Kinshasa est sensible aux pressions internationales puisque les forces de l'ordre ont moins tué dimanche que lors de la répression des deux marches pacifiques de chrétiens précédentes; celles-ci avaient fait un total de 15 morts au moins, un certain nombre de corps ayant été emportés vers une destination inconnue par les agents de l'Etat.

Les autorités congolaises essaient de diminuer leur responsabilité en accusant les organisateurs des marches de ne pas indiquer leur itinéraire lorsqu'ils annoncent une manifestation, ce qui est illégal. On s'aperçoit cependant qu'à Kinshasa, le gouverneur Kimbuta a interdit la semaine dernière les marches de dimanche parce que les documents requis lui avaient été apportés par des avocats et non par les organisateurs de la marche en personne, organisateurs menacés d'arrestation alors que le droit de manifester pacifiquement est garanti par la Constitution. A Lubumbashi, le maire de la ville a refusé samedi d'accuser réception du courrier que lui avaient envoyé les organisateurs locaux des marches pacifiques de chrétiens.

Burundisation de la répression

On note aussi avec inquiétude la *"burundisation"* de la répression des marcheurs au Congo. Fin août 2017, le secrétaire général du parti présidentiel congolais PPRD, Henri Moya, avait envoyé une importante délégation de jeunes du parti rencontrer leurs homologues burundais, les Imbonerakure – que les enquêteurs de l'Onu sur les violations massives des droits de l'homme au Burundi veulent traîner devant la Cour pénale internationale. Et alors que M. Moya vient d'être nommé ministre de l'Intérieur, les jeunes PPRD ont été utilisés le week-end dernier pour empêcher les chrétiens de marcher pacifiquement. Comme au Burundi.

Marie-France Cros